M. Nielsen: Vous avez maintenant une question de privilège. Allez-y.

M. Neil: J'ai le droit de soulever la question de privilège au sujet de cette motion. Dans le cas contraire, cela voudrait dire que n'importe quel député peut proposer une motion en vertu de l'article 43 pour accuser ses collègues ou leur prêter certaines intentions, sans qu'on n'ait le moindre recours. J'estime pouvoir soulever la question de privilège au sujet de cette motion. On a laissé entendre que deux de mes collègues et moi-même avons retourné notre veste au sujet de Canagrex. Ce n'est pas le cas.

Si le député qui a proposé la motion et celui qui l'a appuyée se donnent la peine de lire le hansard du 29 janvier, ils verront qu'il n'en est rien. Et surtout, s'ils avaient lu le hansard du 5 février 1982, le jour où nous avons voté en deuxième lecture, ils auraient vu que la Chambre n'a pas consenti à l'unanimité à la deuxième lecture du bill C-85, et que le vote en deuxième lecture était sur division.

J'estime que dans cette motion le député de Humboldt-Lake Centre a cherché délibérément à jeter le discrédit sur moi-même et les autres députés de mon parti nommés dans la motion. Je pense donc que cela justifie la question de privilège.

Mme le Président: A mon avis, il s'agit là d'une question relative au Règlement. Le député a été cité dans la motion présentée aux termes de l'article 43. Il désire sans doute formuler des objections parce qu'on a cité son nom. C'était un rappel au Règlement et je suppose que le député a fait valoir ses objections.

M. Epp: Madame le Président, j'invoque le Règlement au sujet de la même question. J'ajouterais à ce que vient de dire le député de Moose Jaw (M. Neil), que mon nom a été mentionné ainsi que celui du député de Provencher. Je tiens à me joindre au député de Moose Jaw et je souligne que le Nouveau parti démocratique a pris l'habitude de dénigrer les gens en faisant ce genre de déclaration et que cette tactique est indigne de la Chambre.

Mme le Président: Vous avez formulé votre objection.

M. NOWLAN—LES OBSERVATIONS DE M. TRUDEAU AU COURS DE LA PÉRIODE DES QUESTIONS

M. Pat Nowlan (Annapolis Valley-Hants): Madame le Président, je soulève la question de privilège. J'ai fait part à la présidence tout à l'heure de mon intention de soulever la question de privilège à 3 heures. Très franchement, je voudrais donner des détails là-dessus. Le premier ministre (M. Trudeau) n'est pas ici. J'ai demandé à voir les bleus ou à les faire venir ici, afin de pouvoir établir les faits. En réponse à une question que j'ai posée cet après-midi, j'ai entendu le premier ministre dire que j'avais inventé—le mot était bien «fabriqué»—les citations que j'avais employées dans ma question. Il est très clair dans Beauchesne que les mots «fabrication» ou «fabriqué»...

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Il est aussi très clair qu'il s'agit ici d'un recours au Règlement et non de la question de privilège.

Recours au Règlement—M. Harquail

M. Nowlan: Madame le Président, je vous fais respectueusement remarquer qu'il est bien dit dans Beauchesne qu'il s'agit de la question de privilège si l'on dit d'un député comme on l'a dit de moi, qu'il a menti à la Chambre des communes. Si ce n'est pas là une véritable question de privilège, je me demande bien ce qui peut en être une.

Je ne manquerai pas d'examiner les bleus demain et je n'abuserai pas du temps de la Chambre. Je tiens à informer le premier ministre que je citais le document historique *Cité libre* d'avril 1963, intitulé «*Pearson ou l'abandon des convictions; Lester B. Pearson... le défroqué de la paix*». Cet article a été écrit par le premier ministre, comme bien d'autres articles dont bon nombre d'entre nous avons déjà entendu parler. C'est de propos tout à fait délibéré que j'ai cité trois extraits de cet article condamnant le parti libéral de l'époque pour avoir changé radicalement de position à l'égard des missiles Bomarc. Pas un seul libéral n'a pris la parole, que ce soit au sein du parti ou plus particulièrement à la Chambre des communes. Ce sont là les extraits que j'ai utilisés. Le premier ministre le sait pertinemment; il connaît cet article qui a contribué à lui faire une réputation de critique politique éclairé. Je demande au premier ministre de retirer...

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Le député ne poursuivra pas, car il est en train de débattre une question qu'il a soulevée dans le cadre de la période des questions. Il a fait remarquer qu'il n'était pas sûr d'avoir entendu le mot. Lorsqu'il sera sûr de l'avoir entendu, il pourra formuler une objection que j'examinerai alors; mais je ne peux le faire maintenant.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. HARQUAIL—LE DROIT DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS SOULEVÉES

M. Maurice Harquail (Restigouche): Madame le Président, mon intervention sera sans doute utile à l'ensemble des députés. Je voudrais que vous me donniez certaines précisions. Cet après-midi, la question de privilège a été soulevée trois fois, et je croyais que, selon les usages reçus, les députés mis en cause devaient être présents à la Chambre pour y répondre. Le député de Halifax-Ouest (M. Crosby) a soulevé une question de privilège concernant le ministre des Pêches et des Océans (M. De Bané) qui n'était pas là; on a soulevé une autre question de privilège qui concernait le très honorable premier ministre, absent lui aussi.

Des voix: Mais c'est leur problème.

M. Harquail: La pratique ne veut-elle pas que, lorsque la question de privilège doit être soulevée, le député mis en cause, que ce soit par entente ou par simple courtoisie, doit être présent à la Chambre pour entendre son opposant et être en mesure de lui répondre? Vous feriez peut-être bien, madame le Président, de nous apporter quelques précisions là-dessus. N'est-ce pas là un usage reçu?